

## **Conférence internationale sur la divulgation des standards internationaux et la coordination dans le domaine des comptes nationaux, pour une croissance durable et le développement**

Session 5 – Activités des bailleurs dans le domaine (ce qui s'est déroulé de manière satisfaisante, ce qu'il convient d'améliorer). Durabilité

Titre: Bilan des projets menés en coopération

Institution: SIDA Suède

---

### **Pourquoi créer un groupe statistique?**

- L'importance que revêt un système statistique fonctionnant de manière satisfaisante et fiable pour la planification et le suivi de l'ensemble des politiques servant à réduire la pauvreté est évidente.
- La Déclaration de Paris mentionne de nouvelles modalités d'aide, telles que l'appui budgétaire sectoriel ou général, aligné sur la stratégie de réduction de la pauvreté (SRP) de chaque pays. Le cadre de la SRP est dès lors important pour évaluer le degré de réalisation des objectifs relatifs aux différentes composantes de la réduction de la pauvreté. Dans ce processus, les statistiques sont cruciales tant pour les bailleurs de fonds que pour les gouvernements concernés.
- L'Agenda de Paris suggère également une meilleure harmonisation du soutien des bailleurs de fonds, afin de diminuer la charge administrative des pays bénéficiant de l'aide et d'augmenter l'efficacité du financement extérieur. Dans le paysage malien des bailleurs de fonds, cet objectif est atteint grâce à un certain nombre de groupes thématiques organisés et coordonnés par le Secrétariat de l'harmonisation de l'aide. Le groupe statistique fait partie de cette structure.
- Le soutien au système statistique national du Mali est très largement défini par les bailleurs de fonds et repose essentiellement sur une vision à court terme, destinée, en partie, à satisfaire les propres besoins statistiques des bailleurs. Telle semble être davantage la règle que l'exception dans les pays avoisinants. Par voie de conséquence, les projets et programmes sont souvent faiblement harmonisés du point de vue de la méthodologie, de la planification et du financement. Il n'existe pas non plus de stratégie de financement durable à long terme. La Direction nationale de la statistique et de l'informatique (DNSI) du Mali a maintes fois évoqué les difficultés à gérer l'aide mal harmonisée des bailleurs de fonds et la frustration due au fait que les bailleurs n'alignaient pas leur soutien sur la stratégie nationale, à savoir le Schéma directeur de la statistique (SDS) élaboré en 2005 et couvrant la période 2006-2010.
- D'après l'expérience que la Suède a retiré de ses activités dans d'autres pays d'Afrique, d'Asie et d'Amérique latine, la faible coordination de l'aide des bailleurs de fonds constitue une entrave majeure à l'obtention de résultats dans le cadre des travaux de développement statistique. Avant tout préoccupés par la création des conditions pour renforcer l'appropriation au sein des instituts nationaux de statistique (INS), les responsables de la mise en œuvre des programmes suédois ne se sont, jusqu'à présent, guère employés à aligner ou harmoniser l'aide des bailleurs de fonds. Cette méthode de travail va changer avec la mise en place du nouveau projet au Mali. Le leadership à l'intérieur du système statistique national doit s'accompagner d'un leadership à l'égard des partenaires techniques et financiers. Nous espérons contribuer à la création d'un environnement favorable au développement du système statistique, sous la conduite principalement de l'institut national de statistique, c'est-à-dire la DNSI.

## **Vision**

- Durabilité financière du domaine statistique, à long terme sans financement extérieur.
- Amélioration du dialogue sur des aspects potentiellement sensibles, tels que la crédibilité et l'accessibilité des données. Les bailleurs de fonds parlent d'une seule voix.
- Mise à disposition d'un aperçu complet du soutien actuel et prévu au système statistique national, présentant les ressources issues du budget national et des différents fonds extérieurs. À cette fin, il est actuellement procédé à un inventaire au Mali. Les résultats constitueront notamment un élément de discussion important lors de la prochaine table ronde entre le gouvernement et les bailleurs de fonds, dont l'ordre du jour accordera une place privilégiée à la stratégie statistique nationale du Mali.
- Les stratégies et procédures nationales servent de point de départ et de référence pour toute aide des bailleurs de fonds. Le groupe statistique est chargé de promouvoir une vision commune d'alignement de l'aide sur la base des activités déjà élaborées dans le cadre de la stratégie statistique nationale du Mali.
- Le Comité de coordination du système statistique national (CCSI) fonctionne de façon satisfaisante et peut servir d'homologue pour la coordination interne. Ses réunions semestrielles font office d'examen sectoriels du domaine statistique. Au cours de ces réunions, les bailleurs de fonds peuvent, conjointement avec les acteurs du système national, passer en revue le plan d'action de la stratégie statistique nationale et débattre de la planification de l'année suivante. Une structure fonctionnelle de coordination interne du système statistique national est indispensable pour que les bailleurs de fonds s'harmonisent entre eux et s'alignent sur les procédures nationales. Elle facilite l'identification des différentes aides et évite ainsi le double financement. Elle renforce également l'appropriation nationale et rend le système plus efficace. En outre, les réunions du Comité de coordination permettent d'aborder certains aspects du dialogue politique avec l'ensemble des participants au système.
- Les bailleurs de fonds ont signé un protocole d'accord indiquant que des principes communs guident leurs activités d'assistance technique au système statistique national. Les bailleurs adoptent l'appui budgétaire comme principale modalité d'aide à la statistique, en se basant sur la stratégie statistique nationale existante, ainsi que sur un plan d'action prévisionnel réaliste et définissant les priorités à long terme. Comme mentionné plus haut, les réunions ordinaires du Comité de coordination servent à l'examen sectoriel de cet appui budgétaire. Cela devrait accentuer encore davantage l'appropriation du plan statistique national par la DNSI et réduire la gestion d'aides provenant de bailleurs différents.
- Un plan de coordination des analyses et des missions dans le domaine statistique est mis en place. Il s'agit là d'un instrument important pour améliorer la prévisibilité et la planification, mais aussi pour harmoniser les approches.

## **Défis à relever**

- La mise en place d'une harmonisation effective des activités des bailleurs de fonds nécessite du temps et de la confiance. Chaque organisation donatrice a sa propre logique, ses propres méthodes de travail et son propre calendrier. La coordination exige que tous les acteurs, c'est-à-dire à la fois le système statistique national et les bailleurs de fonds, s'informent mutuellement et débattent longtemps à l'avance des activités proposées. Les bailleurs de fonds doivent également accepter qu'une initiative commune peut signifier une focalisation moindre sur d'éventuels programmes bilatéraux. Pour obtenir des complémentarités entre différents projets, il peut être nécessaire que certains projets modifient leurs priorités afin de mieux

s'harmoniser avec d'autres. Le système statistique national doit pouvoir refuser les interventions de bailleurs de fonds portant sur des domaines déjà couverts ou, du moins, faire savoir que d'autres bailleurs prévoient une aide similaire. Il s'agit de créer une nouvelle "culture" et une autre manière de faire les choses, du côté tant du gouvernement que des bailleurs de fonds. Au lieu que les structures gouvernementales aillent "faire leurs courses", à la recherche de diverses aides, les bailleurs et le gouvernement devraient adopter une vision commune et à long terme. Toutefois, cela est difficile à mettre en place et la gestion des bailleurs de fonds opérant "en dehors du cadre" demeure un défi à relever.

- La statistique reste un domaine sous-doté dans les budgets nationaux de la quasi-totalité des pays en développement. Elle est donc fortement tributaire des bailleurs de fonds. Si ces derniers n'ont plus besoin d'être convaincus de l'importance de la statistique, qu'en est-il des gouvernements? D'après la logique de l'Agenda de Paris en particulier, les gouvernements doivent assumer une responsabilité accrue dans le financement de la production statistique. Dans ce contexte, il convient de prendre en considération qu'une demande constante de statistiques est le principal argument pour garantir un financement national durable. En vue de créer une telle demande, il appartient au système statistique national d'améliorer la promotion des données statistiques et de leur utilisation.
- Si la coordination interne du système statistique national ne fonctionne pas, la coordination des bailleurs de fonds ne pourra guère avoir d'effet. Au Mali, la création – sur le papier – du Comité de coordination (CCSI) remonte à près de trois ans, mais sa première réunion ne s'est tenue que récemment. L'aspect positif est que le comité est finalement devenu opérationnel. La tâche qui nous attend désormais est de continuer à améliorer la communication au sein du système. L'un des problèmes d'ordre général de l'administration publique malienne est le manque de coordination interministérielle/intersectorielle. Ce problème est souvent mis en évidence dans le domaine statistique, vu que les statistiques relèvent de la compétence de plusieurs ministères. Une amélioration des échanges d'informations et une harmonisation des méthodes de travail et des plans d'action sont, par conséquent, nécessaires. Des discussions sont en cours au Mali quant à la manière dont le groupe statistique pourrait aider la DNSI et le reste du système à renforcer leur fonction de coordination, pour laquelle le CCSI constitue un outil important.

### **Conseils et expériences à partager**

- Il importe d'examiner qui prendra la tête d'un groupe statistique et de définir le rôle de structures nationales telles que l'institut national de statistique. Dans le cas du Mali, la DNSI a indiqué, dès le début, qu'elle ne disposait pas des ressources humaines pour conduire un tel groupe. Autre raison pour elle de ne pas assumer ce rôle, le dialogue avec les structures gouvernementales, et notamment avec son propre ministère de tutelle, pourrait s'en trouver compliqué. Il a dès lors été décidé que la Suède resterait le chef de file du groupe, mais que la DNSI en serait un membre central. Il est essentiel que le Mali participe activement au processus et aux débats, à travers non seulement la DNSI, mais également d'autres structures gouvernementales comme, par exemple, l'unité SRP et les utilisateurs de statistiques. Les bailleurs de fonds du groupe peuvent se réunir seuls pour débattre de certaines questions liées à l'harmonisation et aux modalités de leurs différentes aides, mais cela constituera davantage l'exception que la règle et, en pareil cas, les structures gouvernementales sont toujours tenues informées et les termes de référence sont partagés. En sa qualité de chef de file, la Suède peut tenir des réunions spécifiques avec la DNSI afin d'examiner plus en profondeur certains thèmes présentant un intérêt pour le groupe.

La méthode de travail la plus importante consiste à veiller à ce que toute communication soit fondée sur la franchise et la transparence.

- En février 2008, Statistics Sweden a effectué une mission de deux semaines au Mali en vue de jeter les bases pour le projet de coopération institutionnelle prévu avec la DNSI. La présentation des résultats de la mission suédoise a donné l'occasion de lancer le débat sur la manière de coordonner l'aide dans la pratique et de faire adhérer l'ensemble des bailleurs de fonds à une approche commune. Cette expérience a montré qu'une proposition d'aide concrète prise comme point de départ était plus susceptible de donner lieu à des discussions constructives sur la coordination qu'un débat général sur les priorités. Elle a permis de visualiser plus facilement le processus et la possible structure à mettre en place pour harmoniser les projets. Le risque de voir un bailleur de fonds ou un projet dominer les autres est écarté grâce au développement progressif d'un programme commun.
- Comme mentionné précédemment, il convient de toujours garder présent à l'esprit que la mise en place d'une coordination efficace de l'aide des bailleurs de fonds prend du temps. Au Mali, il reste certes un long chemin à parcourir, mais l'idée de travailler ensemble dans un domaine pour lequel l'aide des bailleurs de fonds a été tellement fragmentée est introduite peu à peu. Conjointement avec la DNSI, nous voyons de grands changements, des attitudes positives et une nouvelle dynamique quant à la manière de coordonner le soutien à la statistique. Nous pensons que cela améliorera la qualité de la production, de l'analyse et de la diffusion des statistiques et se traduira, à long terme, par une meilleure planification des politiques nationales de réduction de la pauvreté.